

MINISTÈRE DES POSTES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'ESPACE

N° 0135

Pour Ampliation

P. Le Chef du Bureau du Cabinet,

NOR PTT 90 002 401 D

DÉCRET 14 MAI 1990

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage des stations et sur le parcours du faisceau hertzien Vauvert = Le Grau-du-Roi, traversant le département du Gard.

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer et du ministre des postes, des télécommunications et de l'espace;

Vu le code des postes et télécommunications, articles L. 54 à L. 56 et L. 63 et articles R. 21 à R. 26, instituant des servitudes pour la protection radioélectrique contre les obstacles ;

Vu le décret du 9 mai 1979 fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage de la station du Grau-du-Roi - Monplaisir (Gard) et sur le parcours du faisceau hertzien Nîmes = Le Grau-du-Roi, traversant la département du Gard;

Vu l'accord préalable du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire en date du 11 janvier 1988;

Vu l'accord préalable du ministre de l'agriculture et de la forêt en date du 10 février 1988;

Vu l'avis du comité de coordination des télécommunications en date du 31 mars 1988,

décète :

Art. 1er - est approuvé le plan ci-joint fixant les limites des zones secondaires de dégagement des stations de Vauvert et du Grau-du-Roi (anciennement dénommée "Le Grau-du-Roi - Monplaisir"), situées sur le parcours du faisceau hertzien Vauvert = Le Grau-du-Roi, ainsi que celles de la zone spéciale de dégagement entre ces deux stations.

Art. 2 - Les zones secondaires et la zone spéciale de dégagement intéressant le département du Gard sont définies sur ce plan par les tracés en noir.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommunications.

.../...

Art. 3 - La partie la plus haute des obstacles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes fixées sur le plan.

Art. 4 - Les dispositions du décret susvisé du 9 mai 1979 sont, en ce qui concerne la station du Grau-du-Roi, maintenues et complétées par les présentes dispositions.

Art. 5 - Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer et le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

14 MAI 1990

Michel ROCARD

Par le Premier ministre :

Le ministre des postes,  
des télécommunications et de l'espace,

Paul QUILÈS

Le ministre de l'équipement,  
du logement, des transports et de la mer,

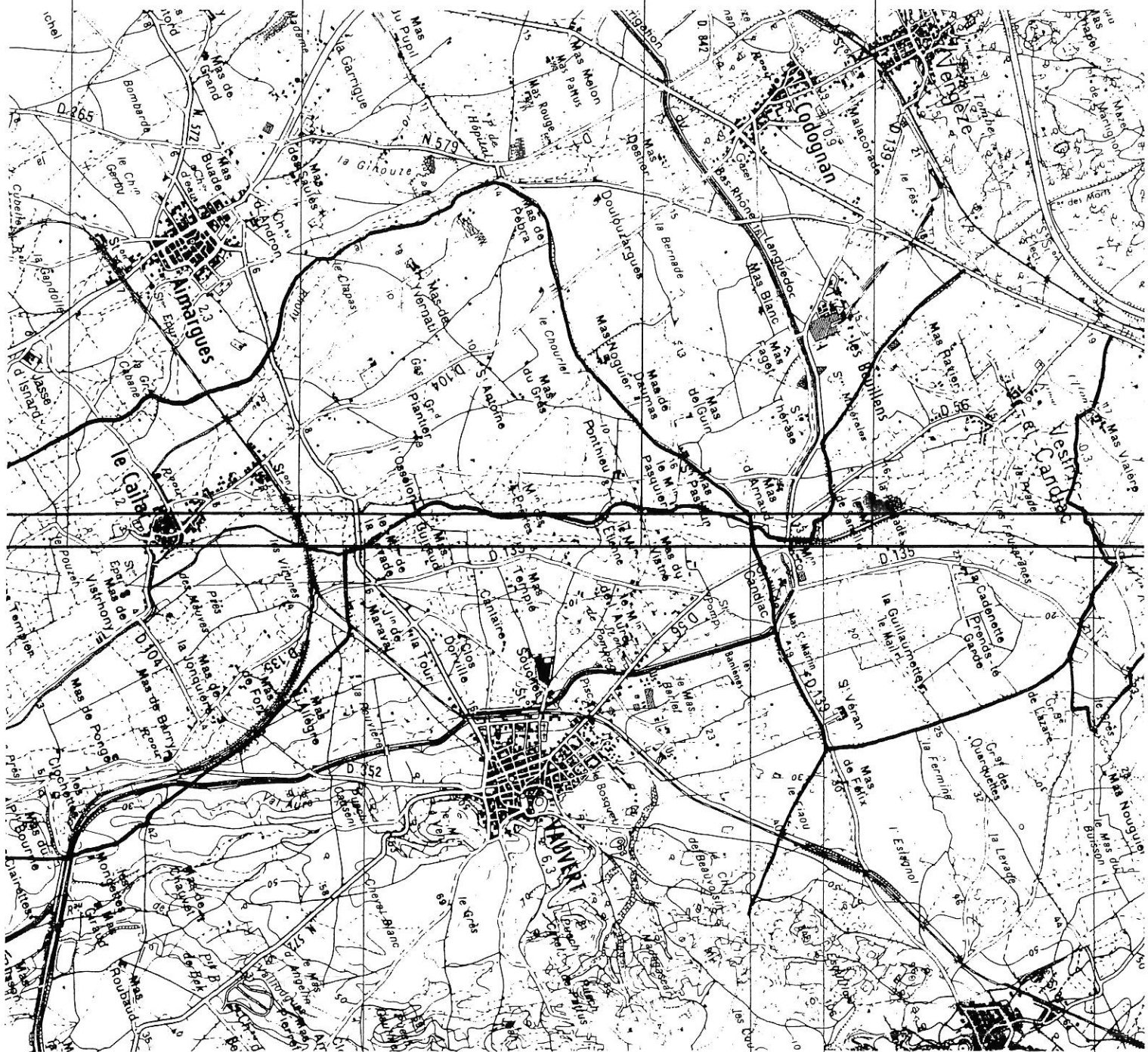
Michel DELEBARRE

45

55

70

80



le Caila

Codognan

Uc

Vauvert

Vestric-et-Candiac

- LÉGENDE -

1\_ Dans les zones secondaires de dégagement délimitées par :

Un cercle de 2000 mètres de rayon à Nîmes les Capitelles et par 2 traits parallèles distants de 100 mètres sur 500 mètres de long au Grau du Roi Montplaisir ,

il est interdit en dehors des limites du Domaine de l'Etat, sauf autorisation du Secrétaire d'Etat aux P.T.T, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède la hauteur précisée sur le plan ci-contre par rapport au niveau de la mer.

Nota :

Les servitudes relatives à la zone secondaire de dégagement de la station de Nîmes les Capitelles, ont fait l'objet <sup>du décret du 27 janvier 1975 pm</sup> de l'enquête publique de la liaison ~~Montpellier - Marseille~~ sur arrêté préfectoral du 26-11-73.

<sup>au titre des LH : Marseille-Montpellier et Nîmes Bagnols sur Cèze</sup>  
2\_ Dans la zone spéciale de dégagement délimitée par deux traits parallèles distants de 300 mètres, il est interdit en dehors des limites du Domaine de l'Etat sauf autorisation du Secrétaire d'Etat aux P.T.T, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède 25 mètres au-dessus du niveau du sol ou l'altitude précisée sur le plan ci-contre par rapport au niveau de la mer.

Nota :

Adresse du service à consulter seulement dans le cas où une cons. truction dans les zones de servitudes déroge au Décret ainsi que dans les cas douteux.

DIRECTION OPÉRATIONNELLE  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
DU RÉSEAU NATIONAL  
Immeuble CENTREDA  
Avenue Latécoère  
31700 BLAGNAC